

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2016/36327]

Definitieve vaststelling

Het College van Burgemeester en Schepenen van de stad Tongeren brengt, overeenkomstig artikel 2.3.2,§2 van de Vlaamse Codex Ruimtelijke Ordening, ter kennis dat de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening betreffende woonkwaliteit voor het grondgebied Tongeren definitief werd vastgesteld door de gemeenteraad van 30 mei 2016 en werd goedgekeurd door de deputatie van de provincie Limburg op 7 juli 2016. De beslissing treedt in werking tien dagen na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2016/36328]

Definitieve vaststelling

Het College van Burgemeester en Schepenen van de stad Tongeren brengt, overeenkomstig artikel 2.3.2,§2 van de Vlaamse Codex Ruimtelijke Ordening, ter kennis dat de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening betreffende beeldkwaliteit voor het centrum Tongeren definitief werd vastgesteld door de gemeenteraad van 30 mei 2016 en werd goedgekeurd door de deputatie van de provincie Limburg op 7 juli 2016. De beslissing treedt in werking tien dagen na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204248]

21 JUILLET 2016. — Circulaire marchés publics. — Insertion de clauses sociales dans les marchés publics. Obligation d'insérer des clauses sociales dans les marchés publics de travaux (bâtiments) > € 1 million H.T.V.A.

A l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs régionaux wallons

I. Contexte

Dans sa déclaration de politique régionale 2014-2019, le Gouvernement wallon s'est engagé à promouvoir l'intégration de clauses sociales dans les marchés publics. Cette intention s'est traduite par plusieurs décisions du Gouvernement :

- 29 mai 2015 : adoption du Plan Marshall 4.0 qui prévoit, dans l'axe IV, d'utiliser [dans les actions liées à la rénovation énergétique des bâtiments], les clauses sociales, environnementales et éthiques dans les marchés publics afin de soutenir les actions de formation dans ces métiers spécifiques;

- 22 octobre 2015 et 28 avril 2016 : décisions du Gouvernement wallon d'amplifier la dynamique des clauses sociales en Wallonie.

Dans une perspective de responsabilité sociétale, les pouvoirs publics régionaux sont invités à intégrer des préoccupations sociales dans leurs activités, notamment dans les marchés publics de travaux qu'ils passent. Pour ces marchés, des outils « prêts à l'emploi » ont été définis de façon à ce que chaque pouvoir adjudicateur wallon intègre aisément dans ses cahiers spéciaux des charges des stipulations conformes à la présente circulaire.

II. Objectif et définition

Les clauses sociales sont des stipulations contractuelles par lesquelles un pouvoir adjudicateur poursuit, au travers d'un marché public, un objectif de politique sociale, distinct de la commande publique, visant à contribuer directement au bien-être de la collectivité. Cet objectif de politique sociale peut inclure :

- des visées socioprofessionnelles, c'est-à-dire que le pouvoir adjudicateur poursuit un objectif de formation/insertion de demandeurs d'emploi, d'élèves, de stagiaires ou d'apprenants et/ou un objectif d'intégration de personnes en situation de handicap;

- d'autres visées, comme par exemple s'assurer que les services publics, édifices publics, transports publics et l'information publique seront accessibles à tous y compris aux personnes handicapées, améliorer l'ergonomie et la sécurité des travailleurs dans leur poste de travail, lutter contre la pauvreté et la précarité, promouvoir l'égalité des chances, etc.

La présente circulaire porte exclusivement sur les clauses sociales à visée socioprofessionnelle.

III. Champ d'application de la circulaire

III.1. Pouvoirs adjudicateurs concernés

La présente circulaire est applicable à l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs régionaux wallons, c'est-à-dire le Gouvernement wallon, le Service public de Wallonie, les organismes d'intérêt public et les institutions qui en dépendent.

III.2. Marchés publics concernés

La présente circulaire vise à insérer systématiquement des clauses sociales dans tous les marchés de travaux relatifs à la démolition, rénovation, construction de bâtiments passés par les pouvoirs adjudicateurs wallons, dont le montant est supérieur à € 1 million H.T.V.A., étant donné leur potentialité à rapprocher de l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

Les autres pouvoirs adjudicateurs sont encouragés à s'inspirer de la présente circulaire lors de l'élaboration de leurs propres cahiers des charges.

IV. Les outils mis à disposition des pouvoirs adjudicateurs

La Wallonie a élaboré une série d'outils à destination des pouvoirs adjudicateurs wallons en matière de clauses sociales pour les marchés de travaux - bâtiments. Ces outils ont été développés en partenariat avec les représentants des acteurs concernés par les marchés de travaux (pouvoirs adjudicateurs, juristes, secteur de la construction, représentants des auteurs de projets, secteur de l'économie sociale d'insertion).

IV. 1. Des clauses sociales-types

La législation des marchés publics offre de nombreuses possibilités d'insertion de considérations sociales dans les cahiers des charges. Toutefois, un nombre limité de clauses-types a été développé en Wallonie, dans un souci de simplification pour les pouvoirs adjudicateurs mais aussi pour les entreprises. Être confronté à des textes différents selon les pouvoirs adjudicateurs complique en effet considérablement le travail des entreprises, au détriment de l'objectif poursuivi.

Les textes et annexes des clauses sociales-types mis à disposition des pouvoirs adjudicateurs sont disponibles sur le portail wallon des marchés publics (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales). Un guide pratique est également téléchargeable sur ce portail wallon.

Les clauses sociales sont par ailleurs intégrées au tome A (clauses administratives) du cahier des charges-type Bâtiments.

IV.2. Quelle clause sociale choisir ?

Le choix de la clause sociale va dépendre :

- d'une part, de considérations pratiques :

La durée de chantier est-elle supérieure ou inférieure à 4 mois ? L'option « formation » des clauses sociales exige une durée minimale de chantier pour que le stage proposé à un stagiaire puisse lui apporter une réelle expérience pratique.

- d'autre part, de considérations d'ordre plus « stratégique » :

Souhaitez-vous favoriser l'insertion de publics éloignés de l'emploi, l'intégration de travailleurs handicapés, la formation de stagiaires/apprenants sur chantier, ou acceptez-vous que l'entreprise détermine elle-même les modalités d'exécution de la clause qui lui conviennent le mieux ?

Pour vous aider dans ce choix, un arbre décisionnel est téléchargeable sur le portail wallon des marchés publics (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales - bâtiments > quelle clause sociale choisir ?).

IV.3. Des facilitateurs clauses sociales pour vous accompagner

Des facilitateurs clauses sociales sont disponibles pour vous accompagner à tous les stades du marché (de l'insertion d'une clause sociale dans un cahier des charges à la délivrance de l'attestation de bonne exécution de la clause sociale, en passant par le contrôle de l'exécution de la clause sociale et l'éventuel calcul des pénalités).

Les pouvoirs adjudicateurs régionaux peuvent s'adresser à leurs facilitateurs en envoyant un email à l'adresse suivante : clausessociales@spw.wallonie.be

Les sociétés de logement de service public peuvent s'adresser à leurs facilitateurs en envoyant un email à l'adresse suivante : clausessociales@swl.be

A noter que des facilitateurs clauses sociales accompagnent également les auteurs de projets (clausessociales@uwa.be), ainsi que les entreprises "classiques" du secteur de la construction (clausessociales@ccw.be) et les entreprises d'économie sociale d'insertion (clausessociales@sawb.be), à tous les stades du marché.

V. Comment procéder ?

Pour simplifier le travail du pouvoir adjudicateur, les démarches concrètes à réaliser pour insérer une clause sociale dans un marché de travaux (bâtiment) sont décrites ci-dessous étape par étape.

Au stade de la passation du marché :

1. Choisissez la clause sociale souhaitée (avec l'aide de votre facilitateur si besoin).
2. Téléchargez les textes de la clause (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales) et insérez-les dans votre cahier des charges.
3. Contactez votre facilitateur clause sociale pour déterminer l'effort de formation/d'insertion à intégrer dans le cahier des charges et le coût y lié (toujours inférieur à 1 % du montant du marché).

Pour ce faire, il vous sera demandé de communiquer le montant estimé des travaux, la nature de travaux (entreprise générale ou travaux relatifs à un ou plusieurs tomes du CCTB), la durée approximative de chantier et la localisation du chantier.

4. Insérez l'effort de formation dans le cahier des charges et le coût de la *prestation sociale de formation* dans le métré (coût fixe déterminé par le pouvoir adjudicateur). Consultez le guide pratique ou contactez votre facilitateur si besoin.

Au stade de l'analyse des offres :

La clause sociale n'entre pas dans la comparaison des offres car il s'agit d'une condition d'exécution (sauf si vous réservez un lot à l'économie sociale d'insertion - consultez le guide pratique).

Au stade de l'exécution :

5. Rappelez l'obligation d'exécuter la clause sociale dans l'ordre de commencer les travaux et fixez la date de la moitié du délai d'exécution du chantier (des obligations précises en matière d'exécution de la clause sociale y sont liées). Contactez votre facilitateur si besoin (il dispose d'outils pratiques pour vous accompagner).
6. Envoyez une copie de l'ordre de commencer les travaux à votre facilitateur, il se mettra ainsi en contact avec le facilitateur "entreprises" qui aidera l'adjudicataire à entreprendre ses démarches pour l'exécution de la clause sociale.
7. Réceptionnez les documents relatifs à l'exécution de la clause sociale

- avant l'exécution, pour vous permettre de savoir précisément quand la clause sociale est exécutée et de contrôler cette exécution effective lors de vos visites de chantier;

- à la moitié du délai d'exécution du chantier, pour vous permettre de vérifier que l'adjudicataire envisage bien, s'il ne l'a pas encore exécutée en tout ou partie, d'exécuter sa clause sociale;

- après l'exécution, pour vous permettre de contrôler l'exécution complète ou partielle de la clause sociale et de calculer les pénalités spéciales à appliquer le cas échéant (contactez votre facilitateur si besoin, il dispose d'outils pratiques pour vous accompagner).

8. Dressez si nécessaire un procès verbal de manquement. Un tel procès-verbal doit être établi :

- si vous n'avez reçu aucun document à la moitié du délai d'exécution du chantier (et appliquez dès ce moment la pénalité dissuasive si les justifications apportées sont insuffisantes);

- lors du décompte final si la clause sociale est inexécutée ou exécutée partiellement (et appliquez les pénalités spéciales si les justifications apportées sont insuffisantes).

9. Payez les montants relatifs à l'exécution de la clause sociale *en cas de recours à un dispositif de formation uniquement*, sur base des pièces justificatives introduites (contactez votre facilitateur si besoin, il dispose d'outils pratiques pour vous accompagner).

10. Délivrez l'attestation de bonne exécution de la clause sociale en cas d'exécution complète de la clause sociale (téléchargeable sur <http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales).

11. Envoyez une copie de l'attestation de bonne exécution de la clause sociale à votre facilitateur clauses sociales, ainsi que le montant remboursé à l'adjudicataire pour la *prestation sociale de formation*, afin qu'il puisse réaliser le rapportage demandé par le Gouvernement sur les clauses sociales.

VI. Suivi des marchés intégrant des clauses sociales Le Gouvernement wallon a mis en place un Groupe directeur chargé de suivre la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés de travaux en Wallonie, de développer et d'adapter les outils et d'évaluer l'impact de l'insertion des clauses sociales tant sur les bénéficiaires des clauses sociales que sur le tissu économique wallon.

Ceci implique de mettre en place un suivi des marchés publics intégrant une clause sociale.

Il est dès lors demandé aux pouvoirs adjudicateurs wallons visés par la présente circulaire de communiquer à leur facilitateur clause sociale :

- la copie de l'ordre de commencer les travaux;
- la copie de l'attestation de bonne exécution de la clause sociale;
- le montant payé à l'adjudicataire en cas de *prestation sociale de formation*.

Ces informations seront utilisées pour améliorer de façon continue le dispositif.

VII. Plus d'informations ?

Si vous désirez une information juridique sur les clauses sociales (mais aussi éthiques et environnementales), la note de cadrage juridique peut vous aider. Celle-ci vous présente les dispositions légales qui permettent d'insérer des clauses sociales dans les marchés publics (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales - bâtiments > quelle clause sociale choisir ?).

Si vous désirez insérer une clause sociale dans un marché public de services ou de fournitures, un helpdesk est à votre disposition à l'adresse suivante : marchespublics.durables@spw.wallonie.be (ce helpdesk est également compétent pour l'insertion de clauses environnementales et éthiques).

VIII. Abrogation

Cette circulaire abroge et remplace l'obligation d'insérer des clauses sociales dans les marchés publics de construction et rénovation de bâtiments dépassant le seuil de € 1,5 million, inscrite au point 3.1.2. (Mise en œuvre dans les marchés publics) de la circulaire du 28 novembre 2013 relative à la mise en place d'une politique d'achat durable pour les pouvoirs adjudicateurs régionaux wallons.

IX. Entrée en vigueur

La présente circulaire entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/204248]

21. JULI 2016 — Rundschreiben über öffentliche Aufträge. — Aufnahme von Sozialklauseln in öffentlichen Aufträgen. Verpflichtung der Aufnahme von Sozialklauseln in öffentlichen Bauaufträgen (Gebäude) > 1 Million Euro ohne MwSt.

An die gesamten regionalen öffentlichen Auftraggeber der Wallonie

I. Zusammenhang In ihrer Erklärung zur regionalen Politik 2014-2019 hat sich die Wallonische Regierung dazu verpflichtet, die Berücksichtigung von Sozialklauseln in den öffentlichen Aufträgen zu fördern. Diese Absicht hat zu mehreren von der Regierung gefassten Beschlüssen geführt:

- 29. Mai 2015: Verabschiedung des Plans Marshall 4.0, in dessen Achse IV vorgesehen wird, [im Rahmen der Maßnahmen zur energetischen Gebäuderenovierung] soziale, ökologische und ethische Klauseln in den öffentlichen Aufträgen aufzunehmen, um Ausbildungsmaßnahmen in diesen spezifischen Berufen zu unterstützen;

- 22. Oktober 2015 und 28. April 2016: Beschlüsse der Wallonischen Regierung zur Stärkung der Dynamik der Sozialklauseln in der Wallonie.

Im Hinblick auf ihre gesellschaftliche Verantwortung werden die regionalen öffentlichen Behörden dazu aufgefordert, soziale Belange in ihren Aktivitäten zu berücksichtigen; dies gilt insbesondere für die von ihnen vergebenen öffentlichen Aufträge. Für diese Aufträge wurden gebrauchsfertige Instrumente entwickelt, so dass jeder öffentliche Auftraggeber der Wallonie in seine Sonderlastenhefte Anweisungen einführen kann, die vorliegendem Rundschreiben Rechnung tragen.

II. Ziel und Definition

Sozialklauseln sind vertragliche Bestimmungen, durch die ein öffentlicher Auftraggeber im Rahmen eines öffentlichen Auftrags ein sozialpolitisches Ziel verfolgt, das sich vom öffentlichen Auftrag unterscheidet, und dazu dient, direkt zum Wohlbefinden der Allgemeinheit beizutragen. Dieses sozialpolitische Ziel kann folgende Absichten umfassen:

- sozial-berufliche Absichten: der öffentliche Auftraggeber verfolgt ein Ziel im Bereich der Ausbildung/ Eingliederung von Arbeitsuchenden, Schülern, Praktikanten bzw. Lernenden und/oder ein Ziel im Bereich der Eingliederung von behinderten Personen;

- sonstige Absichten, wie z.B. sichergehen, dass die öffentlichen Dienste, Gebäude, Verkehrsmittel und Informationen allen, d.h. auch den behinderten Personen, zugänglich sind, die Ergonomie am Arbeitsplatz und die Sicherheit der Arbeiter verbessern, die Armut und Prekarität bekämpfen, die Chancengleichheit fördern, usw.

Vorliegendes Rundschreiben betrifft ausschließlich die Sozialklauseln in einem sozial-beruflichen Rahmen.

III. Anwendungsbereich des Rundschreibens

III.1. Betroffene öffentliche Auftraggeber

Vorliegendes Rundschreiben ist auf die gesamten regionalen öffentlichen Auftraggeber der Wallonie anwendbar, d.h. auf die Wallonische Regierung, den Öffentlichen Dienst der Wallonie, die von ihnen abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses und Institutionen.

III.2. Betroffene öffentliche Aufträge

Vorliegendes Rundschreiben zielt darauf ab, Sozialklauseln in allen von wallonischen öffentlichen Auftraggebern vergebenen Bauaufträgen aufzunehmen, die den Abriss, die Renovierung und den Bau von Gebäuden betreffen, und sich auf einen Betrag belaufen, der 1 Million Euro ohne MwSt. übertrifft, dies angesichts ihrer Eignung, Personen zu beschäftigen, die wenig Chancen auf dem Arbeitsmarkt haben.

Die weiteren öffentlichen Auftraggeber werden dazu ermutigt, sich bei der Ausarbeitung ihrer eigenen Lastenhefte von vorliegendem Rundschreiben inspirieren zu lassen.

IV. Instrumente, die den öffentlichen Auftraggebern zur Verfügung gestellt werden

Was die Sozialklauseln für Bauaufträge (Gebäude) betrifft, hat die Wallonie eine Reihe von Instrumenten entwickelt, die von den wallonischen öffentlichen Auftraggebern benutzt werden können. Diese Instrumente wurden in Zusammenarbeit mit Vertretern der im Bereich Bauaufträge involvierten Akteure (öffentliche Auftraggeber, Juristen, Baugewerbe, Projektatoren, Eingliederungssozialwirtschaft) ausgearbeitet.

IV. 1. Muster-Sozialklauseln

Die Gesetzgebung im Bereich der öffentlichen Aufträge bietet mehrere Möglichkeiten der Einführung von sozialen Erwägungen in die Lastenhefte. Jedoch wurden in der Wallonie relativ wenige Musterklauseln entwickelt, im Interesse der Vereinfachung zugunsten der öffentlichen Auftraggeber sowie der Unternehmen. Eine große Verschiedenheit von Texten von unterschiedlichen öffentlichen Auftraggebern erschwert den Unternehmen nämlich die Arbeit, zum Nachteil des verfolgten Ziels.

Die Texte und Anhänge der Muster-Sozialklauseln, die den öffentlichen Auftraggebern zur Verfügung gestellt werden, können auf der wallonischen Portalseite für öffentliche Aufträge eingesehen werden ((<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales). Dort kann auch eine praktische Anleitung heruntergeladen werden.

Übrigens sind die Sozialklauseln dem Band A (administrative Klauseln) des Musterlastenheftes "Gebäude" beigefügt worden.

IV.2. Welche Sozialklausel soll ich auswählen?

Die Wahl der Sozialklausel hängt ab:

- einerseits von praktischen Erwägungen:

Dauert die Baustelle mehr oder weniger als 4 Monate? Für die Option "Ausbildung" der Sozialklauseln muss die Baustelle eine Mindestdauer aufweisen, damit die praktische Ausbildung des Praktikanten überhaupt eine reelle Erfahrung darstellen kann.

- andererseits von eher "strategischen" Erwägungen:

Möchten Sie die Eingliederung von Personen, die einer Beschäftigung weit entfernt sind, oder eher die Eingliederung von behinderten Personen bevorzugen, oder aber die praktische Ausbildung von Praktikanten/ Lernenden auf einer Baustelle fördern, oder sind Sie damit einverstanden, dass das Unternehmen die Durchführungsmodalitäten der Sozialklausel(n) selber bestimmt?

Um Ihnen hierbei behilflich zu sein, kann auf der wallonischen Portalseite für öffentliche Aufträge (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales - bâtiments > quelle clause sociale choisir ?) ein Entscheidungsbaum heruntergeladen werden.

IV.3. Sie können sgt. Vermittler für Sozialklauseln heranziehen

Diese Vermittler für Sozialklauseln sind Berater, die zu jedem Zeitpunkt im Laufe des Auftragsverfahrens herangezogen werden können (d.h. ab der Einführung einer Sozialklausel in ein Lastenheft bis zur Ausstellung der Bescheinigung über die korrekte Durchführung der Sozialklausel, wie auch bei der Kontrolle deren Durchführung oder der eventuellen Berechnung der Vertragsstrafen).

Die regionalen öffentlichen Auftraggeber können sich an ihre Vermittler wenden, indem sie eine E-Mail an folgende Adresse richten: clausessociales@spw.wallonie.be

Die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes können sich an ihre Vermittler wenden, indem sie eine E-Mail an folgende Adresse richten: clausessociales@swl.be

Die Vermittler für Sozialklauseln sind ebenfalls für Projektautoren (clausessociales@uwa.be), traditionelle Unternehmen (clausessociales@ccw.be), und Unternehmen der Eingliederungssozialwirtschaft (clausessociales@sawb.be) verfügbar, und dies in jedem Stadium des Auftragsverfahrens.

V. Verfahren

Um die Arbeit des öffentlichen Auftraggebers zu vereinfachen, sind alle konkreten Schritte zur Aufnahme einer Sozialklausel in einem Bauauftrag (Gebäude) nachstehend aufgelistet worden.

Im Stadium der Auftragsvergabe:

1. Sie wählen die erwünschte Sozialklausel aus (notfalls mit der Hilfe Ihres Vermittlers).
2. Sie laden die Texte der Sozialklausel herunter (<http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales) und fügen Sie in Ihr Lastenheft ein.
3. Sie nehmen mit Ihrem Vermittler für Sozialklauseln Kontakt auf, um den in das Lastenheft zu integrierenden Aufwand in Sachen Ausbildung/Eingliederung und die damit verbundenen Kosten (immer unter 1% des Auftragswerts) zu bestimmen.

Zu diesem Zweck werden Sie den geschätzten Betrag der Arbeiten, die Art der Arbeiten (allgemeines Bauunternehmen oder Arbeiten in Bezug auf ein oder mehrere Bänder des Musterlastenhefts Gebäude) sowie die ungefähre Dauer und den Standort der Baustelle mitteilen müssen.

4. Der Ausbildungsaufwand wird in das Lastenheft und die Kosten der *Sozialleistung der Ausbildung* werden in die Maßermittlung eingearbeitet (von dem öffentlichen Auftraggeber bestimmte Festpreis). Hierzu können Sie Ihren Vermittler heranziehen oder die praktische Anleitung konsultieren.

Im Stadium der Prüfung der Angebote:

Die Sozialklausel wird beim Vergleich der Angebote nicht berücksichtigt, da es sich um eine Durchführungsbedingung handelt (außer wenn Sie ein Los für die Eingliederungssozialwirtschaft vorbehalten - S. die praktische Anleitung).

Im Stadium der Durchführung:

5. Bei der Anweisung, die Arbeiten anzufangen, erinnern Sie den Auftragnehmer an die Verpflichtung der Durchführung der Sozialklausel und bestimmen Sie den Zeitpunkt, der der Hälfte der Durchführungsfrist der Arbeiten entspricht (bestimmte Verpflichtungen in Bezug auf die Durchführung der Sozialklausel sind nämlich an diese Frist gebunden). Wenn nötig, nehmen Sie mit Ihrem Vermittler Kontakt auf (er verfügt über praktische Instrumente, um Sie zu beraten).

6. Sie übermitteln Ihrem Vermittler eine Kopie der Anweisung, die Arbeiten anzufangen; er wird mit dem Vermittler für die Unternehmen Kontakt aufnehmen, welcher den Auftragnehmer bei der Durchführung der Sozialklausel unterstützen wird.

7. Sie empfangen die Dokumente in Bezug auf die Durchführung der Sozialklausel:

- vor deren Durchführung, damit Sie genau wissen können, wann die Sozialklausel durchzuführen ist, und somit instande sind, die effektive Umsetzung der Sozialklausel bei ihren Baustellenbesichtigungen zu kontrollieren;
- bei der Hälfte der Durchführungsfrist der Arbeiten, damit Sie prüfen können, ob der Auftragnehmer die Durchführung der Sozialklausel tatsächlich beabsichtigt, falls er sie noch nicht (teilweise oder ganz) umgesetzt hat;
- nach der Durchführung der Arbeiten, damit Sie die vollständige oder teilweise Umsetzung der Sozialklausel kontrollieren können, und ggf. die besonderen anzuwendenden Vertragsstrafen berechnen können. Wenn nötig, nehmen Sie mit Ihrem Vermittler Kontakt auf (er verfügt über praktische Instrumente, um Sie zu beraten).

8. Wenn nötig erstellen Sie ein Protokoll über die Nichteinhaltung der Sozialklausel. Ein solches Protokoll ist in folgenden Fällen Pflicht:

- wenn Sie bei der Hälfte der Durchführungsfrist der Baustellenarbeiten kein einziges Dokument erhalten haben (wobei Sie ab diesem Zeitpunkt die sgt. abschreckende Vertragsstrafe auferlegen, wenn die vom Auftragnehmer vorgebrachten Rechtfertigungen unzureichend sind);
- bei der Endabrechnung, wenn die Sozialklausel nicht oder nur teilweise durchgeführt wurde (wobei Sie die besonderen Vertragsstrafen auferlegen, wenn die vom Auftragnehmer vorgebrachten Rechtfertigungen unzureichend sind);

9. Sie bezahlen die Kosten für die Durchführung der Sozialklausel *nur in dem Falle, wo eine Ausbildungsstruktur eingesetzt wurde*, auf der Grundlage der eingereichten Belege. Wenn nötig, nehmen Sie mit Ihrem Vermittler Kontakt auf (er verfügt über praktische Instrumente, um Sie zu beraten).

10. Wenn die Sozialklausel vollständig umgesetzt worden ist, stellen Sie die Bescheinigung über die korrekte Durchführung der Sozialklausel aus. Diese Bescheinigung ist auf <http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales herunterladbar.

11. Sie übermitteln Ihrem Vermittler für Sozialklauseln eine Kopie der Bescheinigung über die korrekte Durchführung der Sozialklausel, und eine Kopie des Belegs für den Betrag, der dem Auftragnehmer für die *Sozialleistung der Ausbildung* erstattet wurde, damit der Vermittler die von der Regierung verlangte Berichterstattung über die Sozialklauseln vornehmen kann.

VI. Follow-up der Aufträge mit Sozialklauseln

Die Wallonische Regierung hat einen Leitungsausschuss eingesetzt, der mit der Überwachung der Einführung von Sozialklauseln in die Bauaufträge in der Wallonie, der Entwicklung und Anpassung der einschlägigen Instrumente und der Bewertung der Auswirkungen der Einführung solcher Klauseln sowohl auf deren Begünstigten als auch auf die Wallonische Wirtschaft beauftragt ist.

Dies setzt ein Follow-up der öffentlichen Aufträge, die eine Sozialklausel aufweisen, voraus.

Somit werden die wallonischen öffentlichen Auftraggeber, auf die vorliegendes Rundschreiben Anwendung findet, gebeten, ihrem Vermittler für Sozialklauseln folgende Dokumente bzw. Informationen mitzuteilen:

- die Kopie der Anweisung, die Arbeiten anzufangen;
- die Kopie der Bescheinigung über die korrekte Durchführung der Sozialklausel;
- den dem Auftragnehmer gezahlten Betrag im Falle einer *Sozialleistung der Ausbildung*.

Diese Informationen werden zur ständigen Verbesserung des Systems benutzt.

VII. Mehr Auskünfte?

Wenn Sie eine juristische Information über die Sozialklauseln (und auch über die ethischen und ökologischen Klauseln) erhalten möchten, kann die Notiz mit juristischen Erläuterungen helfen. Diese Anleitung stellt die gesetzlichen Bestimmungen dar, die die Aufnahme von Sozialklauseln in öffentlichen Aufträgen ermöglichen (S. <http://marchespublics.wallonie.be> > clauses sociales - bâtiments > quelle clause sociale choisir ?).

Wenn Sie eine Sozialklausel in einem öffentlichen Liefer- und Dienstleistungsauftrag aufnehmen möchten, steht Ihnen unter folgender Adresse ein Helpdesk zur Verfügung: marchespublics.durables@spw.wallonie.be (Dieser Helpdesk ist auch für die Einführung von ökologischen und ethischen Klauseln zuständig).

VIII. Aufhebung

Durch vorliegendes Rundschreiben wird die Verpflichtung der Aufnahme von Sozialklauseln in den öffentlichen Aufträgen von einem Wert über 1,5 Millionen Euro in Bezug auf den Bau und die Renovierung von Gebäuden nach Ziffer 3.1.2 (Umsetzung in den öffentlichen Aufträgen) des Rundschreibens vom 28. November 2013 über die Einführung einer nachhaltigen Beschaffungspolitik für die wallonischen regionalen öffentlichen Auftraggeber aufgehoben und ersetzt.

IX. Inkrafttreten

Vorliegendes Rundschreiben tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 21. Juli 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204248]

21 JULI 2016. — Omzendbrief overheidsopdrachten. — Opneming van sociale clausules in de overheidsopdrachten. Verpflichting om sociale clausules op te nemen in de overheidsopdrachten voor aanneming van werken (gebouwen) > € 1 miljoen excl. btw.

Aan alle Waalse gewestelijke aanbestedende overheden

I. Context

In haar gewestelijke beleidsverklaring 2014-2019 heeft de Waalse Regering de verbintenis aangegaan om de opneming van de sociale clausules in de overheidsopdrachten te bevorderen. Deze intentie heeft zich geuit in verschillende beslissingen van de Regering :

- 29 mei 2015: aanneming van het Marshall-Plan 4.0 dat voorziet, in Hoofdlijn IV, om [in de acties i.v.m. de energetische renovatie van de gebouwen], de sociale, milieu- en ethische clausules in de overheidsopdrachten te gebruiken om de vormingsacties van deze specifieke beroepen te ondersteunen;

- 22 oktober 2015 en 28 april 2016 : beslissingen van de Waalse Regering om de dynamiek van de sociale clausules in Wallonië uit te breiden.

In een perspectief van maatschappelijke verantwoordelijkheid worden de gewestelijke openbare overheden uitgenodigd om de sociale zorgen in hun activiteiten op te nemen, o.a. in de overheidsopdrachten die ze sluiten. Voor deze opdrachten werden middelen "klaar om te gebruiken" bepaald zodat elke Waalse aanbestedende overheid moeiteloos stipulaties kan opnemen in haar bijzondere bestekken die met deze omzendbrief overeenstemmen.